



DEPARTEMENT
DU NORD

-O-

ARRONDISSEMENT
de VALENCIENNES

-O-

OBJET :

**Avis sur le projet de
Plan Local d'Urbanisme
Intercommunal (PLUi)
du territoire de la CAPH**

**Date de la
Convocation :**

21 juin 2019

Date d'affichage :

21 juin 2019

**Nombre de
Conseillers
Municipaux :**

En exercice : 33
Présents : 20
Votants : 20 + 8 P

Vote :

Pour : 20 + 8 P
Contre : 0
Abstentions : 0

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

du Conseil Municipal de la Commune de DOUCHY-LES-MINES

L'an deux mille dix-neuf, le vingt-sept juin, le Conseil Municipal de la Commune de Douchy-les Mines s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Monsieur Michel VENIAT, Maire, suite à la convocation qui lui a été faite cinq jours à l'avance, laquelle convocation a été affichée à la porte de la Mairie conformément à la loi.

Présents : Michel VENIAT, Jocelyne LOSFELD, Éric DULIEU, Danielle CHOTEAU, André CROMBEZ, Alexandra PULLIAT, Evelyne MATUSZEWSKI, Lionel SANTERRE, Michel LEFEBVRE, François LACROIX, Bénédicte GOSSE, Jean-Michel MARCAILLE, Florence CARBOULET, Mustapha DERRADJ, Régine GUILAIN, Guillaume LECARPENTIER, Emmanuelle LAGACHE, Rossana CARLIER, Pascal TONARELLI, Romain MERVILLE

Excusés : Virginie CARLIER, Laurence SALVA, Betty SOLOCH, Séga SOUMARE, Coraline KULCZYCKI

Absents : Mr WOJTOWICZ a donné procuration à Mr LEFEBVRE
Mr NOULIN a donné procuration à Mr LACROIX
Mr BALASSE a donné procuration à Mr DULIEU
Mme LOIRS a donné procuration à Mr MARCAILLE
Mr BRUNET a donné procuration à Mme CARBOULET
Mr BRAHMA a donné procuration à Mr CROMBEZ
Mme ESTAQUET a donné procuration à Mr TONARELLI
Mr ZIATKOWSKI a donné procuration à Mme LAGACHE

Secrétaire de séance : Mme MATUSZEWSKI

Note de présentation :

La loi ALUR (Loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové) du 24 mars 2014 a rendu obligatoire la mise en œuvre d'un PLUi dans les intercommunalités.

Suite à l'arrêté préfectoral du 28 septembre 2015, la Communauté d'Agglomération de La Porte du Hainaut a pris la compétence en matière de PLU.

Un Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) a été prescrit par le Conseil Communautaire de la CAPH le 19 octobre 2015.

Une démarche co-constructive avec les 46 communes membres et les personnes publiques associées a alors été initiée, permettant d'échanger, de débattre, d'identifier les enjeux du territoire et de définir les grandes orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), débattu au Conseil Communautaire et dans chacune des 46 communes membres de l'agglomération au moment de la prise de compétence ci-dessus.

Lors d'une réunion de présentation qui s'est déroulée le 2 avril 2019, les élus du Conseil Municipal de Douchy les Mines ont pu prendre connaissance de ces documents, en débattre et émettre des propositions.

Le 17 juin 2019, le Conseil Communautaire a tiré le bilan de la concertation mise en place tout au long de la procédure et a arrêté le projet de PLUi.

Délibération :

Conformément à la réglementation en vigueur et notamment aux articles L. 153-15 et R. 153-5 du Code de l'Urbanisme, chaque commune est invitée à donner son avis sur les orientations d'aménagement et de programmation ainsi que sur les dispositions du règlement (y compris le zonage) qui la concernent directement. Cet avis doit être donné dans un délai de trois mois à compter de la date de l'Arrêt Projet (soit à compter du 17 juin 2019). En l'absence de réponse à l'issue de ce délai, l'avis est réputé favorable (article R153-5 du Code de l'Urbanisme).

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- PREND ACTE** de la présentation des orientations d'aménagement et de programmation et des dispositions du règlement (y compris le zonage) qui la concernent directement.
- DONNE** un avis **Favorable** au projet de PLUi arrêté par le Conseil Communautaire.

Fait et voté en séance les jour, mois et an que dessus.

Pour extrait conforme,

Le Maire,


Michel VENIAT



Délibération rendue exécutoire

par sa transmission au représentant de l'Etat en date du 12/07/19

par sa publication en date du 16/07/19

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication.